

REGARDS SUR LES

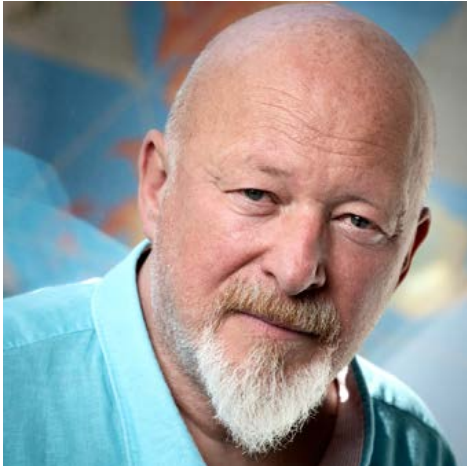
musées

ARTS
& PUBLICS

160 MUSÉES
GRATUITS
Le premier dimanche du mois

LE SOIR

Ne jamais se résigner !



© DENIS LECLOYER

JACQUES REMACLE
ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ
ARTS & PUBLICS

J'ai coutume de le dire chaque année : les enjeux des musées sont souvent le reflet de la société. C'est dans notre histoire et notre patrimoine que l'on trouvera des pistes de solutions à notre avenir.

À tout niveau, l'heure est aux changements. Parfois, il s'impose à nous comme le climatique sur lequel notre action reste trop limitée. Souvent, il est immuable comme l'arrivée de l'automne après l'été ou comme l'émergence de nouvelles générations. Ponctuellement, il est souhaité par une partie de la population entraînant l'arrivée de nouveaux gouvernements par le résultat des urnes.

À l'heure d'écrire ces lignes, seuls les gouvernements wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont été constitués. L'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et les pouvoirs locaux joueront un rôle important dans des dossiers emblématiques comme la réorganisation du site du Cinquantenaire, l'avenir du projet Kanal ou l'achèvement du chantier du Musée d'Ixelles ou encore dans le rapprochement entre culture, jeunesse et insertion sociale.

La déclaration de politique générale de Fédération Wallonie-Bruxelles consacre un paragraphe important à la promotion de l'accès à la culture. Elle prévoit une initiative précise de réduction du pass-musée pour les jeunes, un excellent outil qui compléterait utilement les politiques déjà très importantes de gratuité pour les établissements scolaires et la gratuité généralisée du premier dimanche du mois. L'accès à la culture doit rester une priorité. Nous ne nous résignons pas, car c'est un outil primordial pour changer et consolider un avenir.

Entretemps, bonne lecture et bonnes visites !

SOMMAIRE



- 4-7 REGARD AMUSÉ
Pierre Kroll au musée : voir ses œuvres et rire des autres



- 8-10 REGARDS VERS LE FUTUR
Du Cinquantenaire au bicentenaire, entre politique muséale et marketing territorial



- 12-13 REGARD D'UN ACTEUR CULTUREL
Musée en... action, action dans les musées !



- 15-16 REGARDS AVERTIS
On a volé — et retrouvé — la jarre impériale !
- 18-19 REGARDS AU DEHORS
Quand l'art s'expose dans l'espace public
- 20-22 REGARDS D'ACTIVISTES
La désobéissance civile a-t-elle sa place au musée ?



- 23 REGARDS SUR LES ORIGINES
La recherche de provenance dans les musées
- 26-27 REGARDS INDISCRETS
Bruxelles secrète : ces lieux qui respirent le faste d'antan



- 29-31 E-REGARDS
Musées du jeu vidéo, vers le high-score !
- 34-35 REGARDS SUR L'ART PUBLIC
Art contemporain et espaces publics : Je t'aime, moi non plus !



- 36 REGARDS SUR LA GRATUITÉ
Deux dimanches à remonter le temps

- 38-41 LE GUIDE EN REGARD
L'annuaire des 160 musées gratuits chaque 1^{er} dimanche du mois.

Regards sur les musées est une édition de l'ASBL Arts&Publics, en collaboration avec le journal Le Soir.

Directeur de la publication : Jacques Remacle **Relations annonceurs et coordination :** Laurent Van Brussel

Rédaction : Lapo Bettarini, Gwennaëlle Gribaumont, Caroline Dunski, Sabine Schrader, Michi-Hiro Tamai, Julien Semninckx, Laurent Van Brussel, Marc Vanel

Corrections et relecture maquette : Isabelle Greivelding

Éditeur responsable : Jacques Remacle, chaussée de Boondael 6 bte 9, 1050 Bruxelles **Layout :** Ad Ops & Design

11^e édition – 19 octobre 2024. Retrouvez les anciens numéros sur www.artsetpublics.be

Du Cinquantenaire au bicentenaire, entre politique muséale et marketing territorial

En mai dernier, le conseil des ministres de la Vivaldi adoptait un masterplan de 160 millions d'euros pour revaloriser le site du Cinquantenaire afin d'en faire le lieu incontournable du bicentenaire de la Belgique. Depuis, des voix se sont élevées pour contester l'absence de débat public à ce sujet, tandis que des élus de la nouvelle majorité – sortie des urnes entre-temps – envisagent de réduire de moitié le budget prévu pour le prestigieux anniversaire national.

Le *masterplan* adopté lors du dernier conseil des ministres visait à améliorer l'attractivité du site du Cinquantenaire et à en faire le lieu incontournable du bicentenaire de la Belgique. L'ambition du gouvernement sortant était d'en faire un pôle culturel, scientifique et récréatif à l'horizon 2030. Mais, depuis l'adoption de ce *masterplan*, la majorité Arizona est sortie des urnes. Et certaines de ses composantes semblent trop heureuses de torpiller ce qui, bien plus qu'une célébration, constitue « un processus de réflexion sur l'identité belge, un effort de rénovation du patrimoine... », comme l'avancait Thomas Dermine (PS) dans un entretien accordé au Soir le 2 septembre dernier.

RÉAFFIRMER LE FAIT FÉDÉRAL

Contacté par nos soins, le secrétaire d'État chargé de la Politique scientifique souligne que « trois établissements scientifiques fédéraux sont réunis sur le site du Cinquantenaire conçu, comme son nom l'indique, pour célébrer le 50^e anniversaire de l'État belge. Ces institutions sont l'incarnation de la Belgique mais, actuellement, ce site ne vit pas parce qu'il n'y a pas d'entrée commune, pas de récit commun, pas de ticketing commun. Il s'agit de refaire un projet cohérent autour d'une réflexion sur l'avenir du pays et de la réaffirmation du fait fédéral sur le plan culturel ». Thomas Dermine souligne aussi « une muséologie vieillotte ».

Dans son bulletin trimestriel de juillet 2024, l'Association de la Noblesse du Royaume de Belgique consacre 13 pages à une mise en perspective des conséquences sur le Musée royal de l'Armée (MRA) de la préparation du bicentenaire. Elle rappelle l'histoire d'un site que Léopold II, « Roi bâtisseur » et « visionnaire », voulait voir devenir « un centre de vie dans le paysage de la capitale, permettant de rassembler toutes les classes sociales (et) appelé à devenir un pôle d'attraction en toute saison ». Les autrices soulignent que « depuis 1880, on assiste à un véritable jeu de chaises musicales entre les halls d'expositions temporaires, et puis entre les musées qui s'y sont ensuite implantés » et évoquent une tension structurelle entre institutions et lobbys privés qui ne cessent de se disputer les vastes espaces.

UNE DÉMARCHÉ PARTICIPATIVE IMPLIQUANT TOUT LE MONDE ?

Isabelle de Schoutheete de Tervarent, administratrice au sein de l'ASBL Les Enfants et Descendants des combattants de 1830, et Ariane Fradcourt, muséologue, anthropologue et prospectiviste, administratrice au sein de l'ASBL Art & Heritage, concluent leur analyse en plaidant pour la réactivation d'« une démarche véritablement participative, impliquant toutes les parties prenantes du site, comme le prévoient d'ailleurs explicitement les statuts de l'ASBL Horizon 50-200 », constituée en avril 2022 « par et avec des membres du gouvernement fédéral (et des représentants

d'institutions présentes sur le site du Cinquantenaire) ». Les autrices recommandent aussi une communication publique du *masterplan*, une transparence quant à la composition actuelle de l'association Horizon 50-200 et « un débat citoyen sur un enjeu majeur de notre Histoire ».

Du côté de l'Atelier de recherche et d'action urbaines (ARAU), qui entend, par son action et son analyse, contribuer au décryptage des enjeux urbains bruxellois et à l'approfondissement de la démocratie urbaine, les revendications sont assez similaires. Le premier reproche que Marion Alecian, directrice de l'ARAU, adresse au *masterplan* est l'opacité du processus de décision qui a conduit à le définir. « Il n'y a aucune transparence sur la façon dont on a construit ce *masterplan*, la programmation et les priorités en termes de restauration des bâtiments et de développement muséal. Pour un site aussi emblématique que celui du Cinquantenaire, qui concerne a priori tous les Bruxellois et même, au-delà de Bruxelles, tous les Belges, il n'y a eu aucune transparence, aucune enquête publique, aucun débat public, aucune réunion d'information accessible pour présenter ne fut-ce que les objectifs et les enjeux du site du Cinquantenaire. Or c'est très complexe et, par son ampleur, ce site nécessite un débat public assez large, pour ne pas être contesté et aussi pour devenir crédible et légitime. D'un point de vue démocratique, c'est quand même important. Tout grand projet culturel doit faire l'objet d'un débat public pour permettre une amélioration de la



© SCHMITT-GLOBALVIEW



© ARAU

MARION ALECIAN, directrice de l'ARAU



© PIERRE-YVES THIÉRY/LE SOIR

THOMAS DERMINE, PS, candidat bourgmestre de Charleroi et secrétaire d'État sortant à la Relance et à la Politique scientifique



© AURELIEN GOUBEAU

FATIMA ZIBOUH, co-chargée de mission de Molenbeek for Brussels 2030

vision du projet et une prise en compte de l'intérêt, des besoins et des aspirations des habitants et des visiteurs. »

UNE SUREXPLOITATION ÉVÉNEMENTIELLE DU SITE

L'association bruxelloise dénonce également des dérives telles que la surexploitation événementielle du site. « Depuis 15 ans, l'ARAU reçoit beaucoup de plaintes des riverains du site. Le parc et ses abords deviennent le terrain de jeu des politiques événementielles pilotées essentiellement par la Ville de Bruxelles, mais le parc est aussi géré par Bruxelles Environnement et des spécialistes de ce patrimoine arboré rendent compte du fait que celui-ci est maltraité et en très mauvais état et que les

nombreux événements qui s'y déroulent provoquent des dégâts presque irrémédiables. Certains arbres aujourd'hui sont condamnés parce que le sol autour d'eux a été trop piétiné. Sans compter les nuisances sonores, problème corollaire de la politique événementielle, qui nuisent à l'habitabilité des abords du site. C'est un enjeu contemporain, sous-estimé par nos élus, qui nécessiterait des décisions plus fermes. »

MARKETING URBAIN ET COURT TERME POLITIQUE

Le troisième reproche que l'association bruxelloise adresse au projet est une autre dérive, directement liée à la politique événementielle, que l'on observe aussi dans

d'autres capitales européennes : le travail des autorités locales, régionales et fédérales dans une optique de marketing territorial. « La question centrale du *masterplan* est "comment va-t-on rendre ce site plus attractif ?" Or, cela ne devrait pas être la première question. La question première et fondamentale, c'est "comment mieux entretenir tout ce patrimoine architectural exceptionnel ?", "comment financer une gestion régulière de tous les bâtiments ?", "comment définir une politique muséale ?" Toutes ces questions qui méritent un grand débat et une transparence sont traitées sous l'angle d'un marketing urbain ou territorial. Ici, on est en train de définir un projet, en toute opacité, pour une date précise, pour les festivités du bicentenaire. On est sur du court terme politique, ce qui



© SCHMITT-GLOBALVIEW

amène un autre souci : la mise en œuvre de tous les projets du *masterplan* nécessiterait que l'on entame les travaux avant même que les permis ne soient délivrés. On court-circuiterait alors le débat démocratique et on empêcherait la possibilité de faire valoir des alternatives présentées par et pour les habitants et non seulement pour les visiteurs. »

Concernant les enjeux que rencontre le site, la directrice de l'ARAU souligne la question de son accessibilité et celle de la visibilité des musées, ainsi que l'intérêt de ce qu'ils peuvent apporter dans la connaissance de l'Histoire et dans la politique d'éducation permanente. « Dans les premiers

débats que nous avons eus avec nos membres, il est apparu que le Musée de l'Armée, qui est probablement mal nommé et sur l'identité duquel il faut bien sûr travailler, a marqué beaucoup de Bruxellois, jeunes ou plus vieux. Il retrace l'histoire des grands conflits mondiaux du XX^e siècle. Comment arrive un conflit mondial ? Quels impacts a-t-il sur les populations ? C'est une question qui a fait partie et doit continuer à faire partie de l'histoire de la construction européenne. Est-il normal que l'on privilégie le monde de l'auto à cette histoire ? Quid aussi de l'Institut royal du patrimoine artistique (IRPA) et de son travail hyper important de conservation et d'entretien du

patrimoine artistique ? » Marion Alecian estime que « le site mérite un beau débat, bien documenté, tant pour les journalistes que pour les citoyens, afin qu'ils puissent juger correctement le projet, et qu'une politique muséale soit définie collectivement ».

DÉVELOPPER UNE RÉFLEXION URBANISTIQUE PLUS LARGE

Marion Alecian souligne aussi que « les abords du site méritent une réflexion urbanistique plus large. Quand on est du côté de la trémie et du quartier européen, on comprend très vite que les trottoirs, les traversées et les cheminements sont problématiques. Il faut les remettre au cœur du dossier. Le "geste architectural fort" dont il est question au sujet de la trémie n'est pas nécessaire. Le bâtiment du Cinquantenaire est déjà un "phare", un bâtiment connu, un symbole de Bruxelles. C'est un patrimoine exceptionnel, comme celui du parc, qui mérite une attention constante. Très concrètement, il s'agit de se demander comment on arrive au parc en transports en commun ou à pied ? Comment on crée du lien entre le lieu et les institutions européennes ? Comment on diminue la pression automobile pour favoriser l'accès piéton ? C'est donc une réflexion urbanistique qu'il faut développer et non une réflexion architecturale. Le patrimoine architectural est d'ailleurs déjà là ! ».

On le voit, le Cinquantenaire cristallise de nombreux enjeux sociétaux et son *masterplan* suscite beaucoup de réactions. De plus, 2030, c'est demain...

2030, UN BICENTENAIRE ET UNE VILLE BELGE CAPITALE EUROPÉENNE

« 2030 sera une année importante pour la Belgique. Elle marquera les 200 ans de la Belgique, mais aussi la désignation par l'Europe de la capitale européenne de la culture dans une ville belge, qui pourrait être Gand, Bruges, Namur, Courtrai, Louvain ou Molenbeek », souligne Fatima Zibouh, co-chargée de mission de Molenbeek for Brussels 2030. « La candidature de 'Molenbeek for Brussels 2030' s'est appuyée sur tout un travail de co-création avec les organisations de la société civile et les habitants qui font la ville. On a partagé nos rêves, nos craintes, nos espoirs, pour réfléchir ensemble à un véritable projet de ville à l'horizon 2030. La perspective nationale, et le 200^e anniversaire de la Belgique en particulier, n'était pas intégrée dans cette réflexion, car elle s'inscrit dans un tout autre registre, notamment celui du réaménagement des infrastructures, ce qui n'était pas dans notre *scope*. Sur la collaboration culturelle avec les institutions culturelles présentes sur le site du Cinquantenaire, nous sommes ouverts à toutes les collaborations possibles et inimaginables pour valoriser l'art et la culture. Actuellement, nous avons remis le premier *bidbook*, notre dossier de candidature est donc dans la phase de présélection. Elle est portée par la commune de Molenbeek, en collaboration avec toutes les autres communes de la Région bruxelloise. Nous serions ravis de valoriser aussi le patrimoine culturel national, si nous remportons le titre de Capitale européenne de la culture. »

CAROLINE DUNSKI

MARIE  MONT

BOUDDHA

L'EXPÉRIENCE DU SENSIBLE

EXPO 21 | 09 | 2024 > 20 | 04 | 2025



DOMAINE & MUSÉE ROYAL DE MARIEMONT
WWW.MUSEE-MARIEMONT.BE